

Face à la crise sanitaire, la pénurie de remplaçants aggravée dans les écoles

Paris, 17 déc. 2021 (AFP) -

Avec des classes sans enseignant parfois pendant des semaines et des familles contraintes à s'organiser, le manque de remplaçants dans les écoles s'est aggravé en cette fin d'année en pleine flambée du Covid, suscitant l'exaspération de parents d'élèves et professeurs qui redoutent que cette tendance continue à la rentrée.

Le mécontentement et la débrouille se sont faits de plus en plus visibles avant le début des vacances de Noël ce vendredi. Ces dernières semaines, des parents d'élèves ont manifesté à Saint-Ouen et Bobigny en Seine-Saint-Denis ou à Versailles dans les Yvelines, d'autres ont fait des pétitions dans toute la France, des enseignants se sont mobilisés comme à Roubaix (Nord), tandis que l'Education nationale a lancé un appel aux professeurs retraités en Seine-et-Marne faute de personnel.

"La situation des remplacements est aujourd'hui clairement notre problème principal", explique Laurent Zameczkowski, vice-président de la fédération de parents d'élèves Peep.

"Les remontées arrivent de toutes parts", poursuit-il, estimant que "la crise sanitaire est venue faire exploser la situation". Pour lui, "au retour des vacances, suite aux fêtes, forcément il y a une inquiétude", alors que "des échéances arrivent, notamment en ce qui concerne le bac avec l'épreuve de mars".

"Ça fait deux ans qu'on subit la crise sanitaire et, au moment où les parents d'élèves pensaient reprendre un rythme plus normal au travail, ils se retrouvent à devoir garder leurs enfants à la maison (...) Ils sont donc en colère et inquiets", renchérit Nageate Belahcen, coprésidente de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

"On sera très vigilants et surtout très exigeants dès la rentrée de janvier", promet-elle, dénonçant un "climat explosif".

Sur sa plateforme Ouyapacours, la FCPE recense près de 23.000 heures de cours déjà perdues cette année dans toute la France en raison du non-remplacement.

Dans certains endroits, dont l'Ile-de-France, la situation est très tendue, notamment en Seine-Saint-Denis où le phénomène est déjà structurel: selon un rapport parlementaire de 2019, un élève perd en moyenne un an sur l'ensemble de sa scolarité en raison de la difficulté à remplacer les professeurs.

"En cette période, on cumule car nous avons à la fois la crise sanitaire qui occasionne l'absence d'enseignants et le fait que nous soyons dans la plus mauvaise période l'année scolaire en terme de circulation des virus type grippe, gastro", analyse Guislaine David, la secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

- "Pas assez de recrutements" -

Pour le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, le problème est en partie "structurel" - un récent rapport de la Cour des comptes pointait la mauvaise gestion des absences des enseignants -, et en partie "conjoncturel".

"Il est tout à fait exact qu'il y a plus d'absentéisme en ce moment à cause de la crise sanitaire", a-t-il reconnu mercredi devant le Sénat. Mais "nous faisons face", a-t-il assuré, soulignant que les remplaçants représentent "à peu près 9% des effectifs" dans le primaire, soit un vivier "important".

Dans les faits cependant, les remplaçants manquent. "Aucun poste n'a été prévu en plus depuis la rentrée", déplore Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat enseignant dans le second degré.

Dans le primaire, "nous sommes dans cette situation sanitaire depuis presque deux ans donc le ministère aurait dû prévoir un recrutement supplémentaire", estime également Guislaine David.

Pour elle, le ministère devrait faire appel aux listes complémentaires, c'est-à-dire aux candidats qui ont eu le concours mais n'ont pas été recrutés. "Il suffirait de piocher des enseignants dedans".

Le recours aux contractuels, utilisé par l'Education nationale, a ses limites, ajoute-t-elle. "On n'en trouve pas assez car ils n'ont pas forcément envie de remplacer un enseignant trois mois, dans un contexte sanitaire très compliqué".

Le ministère, lui, reconnaît "la difficulté de recruter des contractuels, dans un contexte de tension sur le marché de





PAYS :France
SURFACE :103 %
PERIODICITE :Quotidien



► 17 décembre 2021 - Edition Fil Gen

l'emploi qualifié".

En cause également, la perte d'attractivité d'un métier qui connaît des défections. Selon des chiffres donnés début novembre par Jean-Michel Blanquer, il y a eu l'an dernier près de 1.600 démissions. Elles étaient 1.399 en 2017-2018, et seulement 637 en 2012-2013.

slb-asm/cb/rhl

Afp le 17 déc. 21 à 13 19.

